

" Un autre avenir est possible "

José Bové

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je suis un candidat différent des autres.
Syndicaliste paysan, militant altermondialiste, citoyen engagé, je n'appartiens à aucun parti politique. Des milliers d'hommes et de femmes, militant-e-s ou non, de sensibilités diverses m'ont demandé d'être leur candidat.
Je sollicite vos suffrages comme **porte-parole d'un rassemblement** de millions de citoyennes et de citoyens qui souffrent de la précarité et de l'insécurité sociale, qui contestent un système politique confisqué par quelques grands partis et qui s'inquiètent pour eux et pour les générations futures de l'avenir de la planète.
Comme vous, je ne crois pas à l'alternance sans fin entre la droite dure et la gauche molle.
Vous avez entre les mains une arme pacifique pour le dire : votre bulletin de vote.
Il y a deux ans, les électrices et les électeurs se sont insurgé-e-s contre le projet de Constitution européenne.
Le 22 avril prochain, nous avons l'occasion de décréter l'insurrection électorale contre le libéralisme économique.
Nous pouvons changer vraiment la vie. Nous pouvons imposer, ici et maintenant, une véritable transformation sociale, féministe, démocratique et écologique.
Votre bulletin de vote est utile pour battre la droite et l'extrême droite qui organisent la régression sociale et environnementale. Il est utile pour construire une gauche alternative qui rassemble et qui mette fin à la société du tout-marché et du tout-profit.
Votre bulletin de vote est précieux pour reconstruire l'espérance.
Le 22 avril, vous pouvez dire qu'un autre avenir est possible.

Aux urnes Citoyennes, Citoyens !

JB

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

“Ce que je dis, je le fais. J’ai toujours agi selon mes convictions, même quand ma propre liberté était en jeu.” **José Bové**

Un plan d’urgence sociale Pour combattre pauvreté et précarité dans les campagnes, les villes et les quartiers populaires, nous nous engageons à améliorer immédiatement le niveau de vie de chacun-e, à augmenter les revenus et à supprimer le chômage.

- SMIC à 1500 euros net.
- 300 euros de plus pour des minima sociaux individualisés.
- Conférence nationale sur les salaires pour une augmentation générale de 300 euros.
- 10 milliards d’euros pour créer une allocation pour les jeunes en formation ou à la recherche d’un premier emploi.
- Retraite à 60 ans sur la base de 37,5 annuités, pas de retraite en dessous du SMIC.
- Interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits.
- Mise en place d’un système assurant la sécurité de l’emploi et la formation professionnelle tout au long de la vie active.
- Prise en charge à 100 % de la prévention, des soins de santé et des médicaments.
- Programme de réhabilitation urbaine, avec et pour les habitant-e-s des quartiers populaires, centré sur la dignité, le bien-être et la vie des gens.

Un nouveau modèle de développement Pour sauvegarder la planète et préserver la biodiversité, allions le social et l’écologie et inventons de nouveaux comportements de production, d’échange et de consommation.

- Priorité aux transports non polluants et égalité d’accès aux transports collectifs en terme de tarifs et d’offres.
- Moratoires sur les OGM en plein champs, la construction du réacteur nucléaire EPR et d’incinérateurs de déchets, les projets autoroutiers.
- Promotion d’une agriculture paysanne créatrice d’emplois et préservant l’environnement pour garantir en Europe et dans le monde la souveraineté alimentaire.

Priorité aux services publics, à l’économie sociale et solidaire Les services publics sont nécessaires au bien-être social et créateurs d’emplois. Il faut les renforcer, les démocratiser et en créer de nouveaux notamment pour la petite enfance et les personnes dépendantes, ou pour tout ce qui touche à l’environnement.

- Création d’un service public de l’habitat, arrêt des expulsions et des destructions de logements sociaux, blocage des loyers, réquisition des logements vacants, réhabilitation des logements anciens, construction de 120 000 logements sociaux par an.
- Un vrai statut pour toutes les activités non lucratives notamment celles qui fournissent des services pour les personnes âgées, handicapées ou en réinsertion.

Le droit à l’éducation et à la culture pour toutes et tous L’éducation doit devenir une priorité avec les moyens et les personnels statutaires suffisants pour assurer l’égalité d’accès au savoir pour tous les enfants. Il faut garantir la liberté de création et l’accès aux arts et à la culture.

- Abrogation des lois Fillon et de décentralisation, et des décrets Robien.
- Augmentation du budget de l’Éducation nationale à hauteur de 7 % du PIB.
- Augmentation du budget de la culture à hauteur de 1 % du PIB.
- Droits sociaux revalorisés pour tou-te-s les travailleurs-ses des arts et de la culture, en particulier les précaires et les intermittent-e-s du spectacle.
- Ratification de la Charte européenne des langues et cultures régionales.

Combattre toutes les discriminations Toute personne a droit à la justice, au respect et à l’égalité, en mots mais aussi en actes. Une véritable égalité entre les femmes et les hommes doit être instaurée. Toutes les formes de racisme sont inacceptables et doivent être combattues.

- Loi cadre contre les violences faites aux femmes. Création d’un ministère des Droits des femmes.
- Décolonisation des programmes scolaires.
- Régularisation de tous les sans-papiers, droit de vote et d’éligibilité à tou-te-s les résident-e-s étranger-e-s.
- Restauration d’un véritable droit d’asile.
- Abrogation des lois remettant en cause les droits des migrant-e-s.
- Suppression de la BAC.
- Égalité des droits pour les lesbiennes, gays et transexuelLEs (mariage et parentalité).

Construire un monde de paix et de solidarités en partageant les richesses Nous voulons que la France s’engage pour faire reculer les politiques libérales qui exacerbent les concurrences entre les peuples, la guerre économique et les conflits armés. Notre pays doit agir pour faire respecter le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes et à leur souveraineté. Il doit devenir un acteur dans la construction d’une paix juste et équitable partout dans le monde.

- Réduction des dépenses militaires et démantèlement de la bombe atomique. Affectation de ces sommes à l’éradication de l’extrême pauvreté dans le monde (accès à l’eau, à la santé et à l’éducation).
- Instauration d’une taxation des transactions financières dans le monde, annulation de la dette des pays pauvres et hausse immédiate de l’aide publique au développement à 0,7 % du PIB.
- Renégociation des traités européens pour refonder la construction européenne sur des bases démocratiques, sociales et environnementales, remise en cause des accords de libre échange avec les pays du Sud.
- Intégration et soumission de l’Organisation Mondiale du Commerce à l’ONU pour que les droits humains prévalent sur le marché.
- Les institutions financières internationales (FMI et Banque mondiale) doivent cesser de privilégier les intérêts des pays riches au détriment du droit des peuples à choisir leur souveraineté et leur avenir.

Un nouvel élan démocratique Nous voulons fonder une nouvelle République, ouverte sur la diversité de notre société, une démocratie politique, sociale et citoyenne qui élargisse le socle des droits fondamentaux, à commencer par les droits sociaux.

- Réduire les pouvoirs du Président de la République et élargir ceux du Parlement.
- Instaurer la proportionnelle intégrale et le référendum d’initiative populaire.
- Créer de nouveaux droits de contrôle et d’expertise pour les salarié-e-s.
- Donner aux salarié-e-s et à leurs représentant-e-s un droit de veto suspensif sur les plans sociaux et les délocalisations.
- Reconnaissance du droit de chacun des DOM et des TOM à l’autodétermination.

Programme complet disponible sur le site uni-e-savecbove.org

Sciences Po / Fonds CEVIPOF

le 22 avril, des millions de votes utiles, des millions de votes Bové

Depuis des dizaines d'années, nous sommes des millions d'hommes et de femmes mobilisé-e-s pour défendre nos vies, pour combattre les inégalités et les injustices engendrées par le libéralisme économique, pour refuser un système de domination qui détruit la planète.

Le 22 avril, nous pouvons mettre en accord nos façons de vivre, nos actes, nos rêves et notre vote :

- pour affirmer qu'un autre mode de vie, de production et de consommation est possible et nécessaire ;
- pour battre la droite et l'extrême-droite et rassembler toutes celles et tous ceux qui ne se résignent pas à une gauche renonçant à transformer le monde ;
- pour sortir de la division et contribuer à l'émergence d'une gauche alternative et anti-libérale enfin rassemblée.

Mars 2007. En campagne dans une cité populaire de Roubaix.

Septembre 2000. Manifestation de paysans indiens contre la monopolisation des semences par les multinationales.

2002. Bové rejoint la prison où il doit purger une peine de 6 mois ferme pour avoir dénoncé la mal-bouffe.

Février 2007. Aubagne. Naissance d'une candidature collective, portée par des citoyen-ne-s, engagé-e-s ou non en politique, des communistes, des socialistes, des écologistes, des trotskistes, des alternatifs, des libertaires, des militants des quartiers populaires...

Février 2007. À Marseille, lors d'un large rassemblement pour défendre les services publics.

Élection présidentielle des 22 avril et 6 mai 2007. Vu, le candidat. Crédit photo : Georges Bartoli.

Sciences Po / Fonds CEVIPOF